



UGTG-CAM

ET MAINTENANT ?

Le CREDIT AGRICOLE DE GUADELOUPE a connu la plus longue grève de son histoire en juillet dernier.

Elle s'est caractérisée par une volonté farouche de la Direction et du Président de nuire délibérément au personnel par des actes durant le conflit qui laisseront des traces :

- Assignation de 17 agents dont 15 syndicalistes porteurs du mouvement et condamnation visant tout le personnel
- Présence de nombreux vigiles (60) avant même le 1^{er} jour de grève, alors qu'il n'a jamais existé de menace physique
- Fuite en voiture alors que les DS attendent en salle le relevé de situation
- Prélèvement annoncé de 12 jours de grève alors qu'il s'agissait d'un point à négocier
- Mensonges publics : prétendue colle dans les serrures; pressions sur les collègues pour obliger à reprendre le travail; salaire d'entrée annoncé à 2.000€ pour décrédibiliser notre revendication principale
- 3 courriers de harcèlement pour inciter à la reprise du travail
- Désactivation de tous les badges pour empêcher l'accès à l'entreprise, même aux délégués syndicaux et autres élus dont la circulation au sein de l'entreprise ne doit être entravé.
- Puis accès contrôlés à l'entrée, surveillance constante par des vigiles allant même jusqu'à les bloquer de façon musclée bien des fois.

Au sortir de cette grande grève, tous s'interrogent sur « l'après ». Quels seront les réactions et les comportements des 2 parties.

Le redémarrage de l'activité montre déjà de grandes inquiétudes pour l'avenir. La Direction Générale, et tout particulièrement le DGA prennent leur revanche.

Ce triste sire n'a pas digéré le résultat de la grève de juillet, et se fait déjà menaçant.

En Comité d'Entreprise, face au refus des élus de rendre les avis sur les dossiers d'organisation, alors même que ces sujets doivent être abordés dans les négociations commençant le 20 septembre, ce DGA fait déjà savoir que de toutes les façons les dossiers sont ficelés, qu'il n'est pas question d'y revenir.

De plus, lors de réunions dans le cadre professionnel, il fait monter la pression envers les collaborateurs présents, notamment les grévistes.

Pourrons-nous négocier avec lui ? Bien évidemment NON. Sa présence n'est pas la bienvenue, et que l'on ne nous raconte pas que la Direction choisit sa délégation.

Ça suffit ! Cela fait suffisamment longtemps que NOIREAU œuvre pour la destruction du dialogue social, et pour la destruction de la CR elle-même. Disons qu'il a fait son temps, et que c'est le moment qu'il aille ailleurs exercer ses « talents ».

Après que le DG ait annoncé que tous les projets de la CR étaient suspendus, les anciens dossiers de réorganisation reviennent tels quels et les chantiers en cours avant la grève sont remis sur le tapis.

Nous exigeons un langage clair, qui prenne en compte le développement de l'entreprise, et les exigences des salariés. Les difficultés récurrentes qui existent en matière d'effectifs, d'organisation, de conditions de travail ont été pour une grande part dans la grève. Le temps est venu de les résoudre, en bonne harmonie, pour que l'entreprise soit remobilisée afin de poursuivre sa progression.

Nous ne reprendrons pas « comme avant », comme s'il ne s'était rien passé à la Caisse Régionale.

Nous sommes tout autant interpellés par le rôle affligeant et pitoyable du Président durant cette période qui apparaît bien en réalité dans son équation personnelle et de l'utilisation de sa position pour en tirer avantages personnels.

La création de 2 sociétés en Côte d'Ivoire (SIAPA et SIPRAT), avec d'autres administrateurs de la Caisse Régionale et d'un grand chef d'entreprise locale du bâtiment pour concurrencer la banane locale en est la première illustration.

Comment ont-ils financé ces opérations ?

Comment expliquer que ces mêmes personnes bénéficient des largesses de la Caisse Régionale, en dehors des normes bancaires classiques ?

Comment et Pourquoi la Direction Générale et le Directeur Financier acceptent-ils de fermer les yeux ?

Ce même Président, qui se dit guadeloupéen, est celui qui a poussé à durcir la grève. C'est aujourd'hui lui qui organise non pas son maintien au pouvoir à la CR, mais sa mainmise sur celle-ci après son départ. Atteint par la limite d'âge, il tente de modifier la constitution du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale pour y faire entrer 3 administrateurs supplémentaires bien sûr à sa botte et en même temps en faire disparaître 3 autres considérés comme frondeurs ou encore trop proches du personnel.

Ainsi, au prochain vote pour la présidence, son dauphin et associé LAFORTUNE serait assuré d'être élu, et ainsi, lui garantir le contrôle de la CR.

Kanmarad nou paka asepté sa.

Les salariés ne sont pas les pions que l'on croit, et nous l'avons largement prouvé en ce mémorable mois de juillet. La dynamique qui s'est créée perdure, et la suspension de conflit est une paix armée que nous leur conseillons d'ores et déjà de ne point troubler....

Nos principales revendications portent sur l'organisation de la Caisse Régionale, et nous sommes prêts à mener au bout ces justes revendications.

Si l'ensemble des services est désorganisé aujourd'hui, à qui la faute ?

Les départs en retraite n'ont pas été suivis de décisions propres à optimiser les organisations. Les recrutements effectués n'ont eu pour but que de pallier les carences créées par la Direction elle-même.

Des services importants comme la communication, le marketing sont en totale déshérence, sans anticipation des besoins et des difficultés qui ont immanquablement suivi.

Et que dire d'un service de production comme MPF, où les agents ne font que servir de bouche-trous pour faire face aux besoins de la clientèle et sans pouvoir mener à bien leurs missions premières.

Le fiduciaire, pourtant un service de base, n'a plus ni queue ni tête. Ceci ne fait qu'aggraver la relation à la clientèle déjà écœurée par une tarification excessive.

Quant à la DRH... ni twop a di

Nos négociateurs sont prêts à proposer des solutions pérennes, issues de l'analyse et des témoignages recueillis sur le terrain. L'union syndicale qui s'est constituée va porter jusqu'au bout et avec détermination ces projets pour faire aboutir nos revendications.

Nous sommes observés tant par les instances du Groupe que le monde bancaire local, et disposons déjà des soutiens des centrales syndicales afin que nos voix soient entendues.

Gageons que la Gouvernance a mis à profit le temps écoulé depuis la grève pour revoir sa copie, et pris conscience de l'urgence à prendre des décisions efficaces.

Collègues, restez à l'écoute de l'union syndicale pour lui porter votre soutien immédiat ! Nou pé ké fè déyè, ansam ansam nou ja lité ansam ansam nou ké lité.